

61^e assemblée ordinaire du 9 juin 2006 à Berne

La Suisse, un laboratoire de transport

Berne, 09.06.2006 – routesuisse – Fédération routière suisse FRS a placé le projet de fonds d'infrastructure, qui est actuellement examiné par le Parlement, au centre de sa 61^e assemblée générale ordinaire. Niklaus Zürcher, président routesuisse, n'a pas caché que ce projet dans son état actuel ressemblait fortement à un mauvais compromis.

Dans son allocution d'ouverture, le président de routesuisse encore relevé qu'un éventuel rejet de ce fonds d'infrastructure ne serait pas une catastrophe pour la construction des routes nationales. Nous pourrions parfaitement vivre avec le statu quo qui assure aussi la pérennité du financement des routes malgré les programmes d'économies de la Confédération, a-t-il relevé.

routesuisse ne participe pas avec beaucoup d'enthousiasme à l'élaboration de ce fonds d'infrastructure. «Certains milieux politiques risquent pourtant d'y perdre davantage que nous», a noté Niklaus Zürcher. Si ces milieux devaient finalement lancer un référendum, les associations routières en prendront probablement acte «avec un haussement d'épaules et un sourire en coin». «Telle que la situation se présente aujourd'hui, nous ne nous battons certainement pas au premier rang pour ce projet en cas de campagne référendaire», a précisé le président.

Nouvelle proposition pour le financement des projets RER

Pour routesuisse, le financement proposé de projets purement ferroviaires (par ex. les RER) dans les agglomérations par des moyens affectés à la route est contraire à la Constitution fédérale. Conformément à la résolution que sa dernière assemblée générale a prise, ce mode de financement reste exclu pour routesuisse.

Dans l'idée d'un compromis et en s'écartant de la résolution prise l'an passé, routesuisse pourrait néanmoins soutenir la proposition suivante: un milliard de francs pourrait être prélevé dans le financement spécial du trafic routier et accordé à titre de prêt remboursable aux trois projets RER en discussion (DML, CEVA, FMV) pour en faciliter le financement.

Selon Niklaus Zürcher, tous les milieux concernés doivent honnêtement admettre que le maintien de la fonctionnalité des autoroutes dans le seul domaine des agglomérations durant les 20 ans à venir exigera un montant largement supérieur au 5,5 milliards de francs prévus dans l'arrêté fédéral. routesuisse propose donc d'augmenter, par le biais d'une augmentation du premier versement au fonds d'infrastructure, de 1,1 milliard, donc de porter à 6,6 milliards de francs, la somme destinée à la sauvegarde de la fonctionnalité des routes nationales.

Résultat du laboratoire suisse: remèdes aussi amères qu'inefficaces

Pour clore son exposé, Niklaus Zürcher a rappelé une déclaration de Jacques Barrot, commissaire européen aux transports, qui a comparé la politique suisse des transports à un laboratoire: «Les innombrables essais et bricolages qui ont été effectués dans le laboratoire suisse des transports durant les dernières décennies sous les titres de ,la promotion des transports publics, de ,la réduction du trafic routier, de ,la mobilité durable ou encore du ,transfert transit alpin de marchandises n'ont eu jusqu'ici comme résultat que des remèdes aussi amères qu'inefficaces», a dit le président.

Toutes ces expériences ont été faites – pour garder la même image – à vif, donc sur le trafic routier de personnes et de marchandises, a poursuivi Niklaus Zürcher pour lequel la seule question à laquelle devaient répondre toutes ces expériences et recherches était la suivante: comment et par quels moyens réglementer et discipliner un trafic routier privé, individuel, confortable, rentable et, aujourd'hui, même relativement peu polluant pour faire progresser des transports publics, collectifs, plus ou moins confortables et, surtout, hautement déficitaires?

Exposé de l'orateur invité sur l'état actuel de la Fondation Centime climatique

Dans son exposé intitulé «Comment la Fondation centime climatique atteint son objectif de réduction du CO₂», Marco Berg, administrateur de la Fondation Centime climatique et orateur invité, a fait le tour des activités de cette fondation. Il a notamment exposé la double stratégie qui prévoit une réduction des émissions de CO₂ en Suisse et à l'étranger ainsi que l'affectation des moyens financiers et leurs effets. Il a aussi expliqué le mode d'acquisition des certificats Kyoto et les origines de ces certificats.

Marco Berg s'est également arrêté sur les programmes d'encouragement et les projets soutenus en Suisse. A cet effet, il a présenté les principaux aspects des programmes d'assainissement des immeubles, des enchères, des programmes inter-médiatiques ainsi que des grands projets.